

Avenant du 16 novembre 2023
relatif au financement et à la collecte du paritarisme

NOR : ASET2351206M

IDCC : 2332

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndarch ;

UNSFA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

CFDT SYNATPAU ;

CGT FNSCBA ;

FESSAD UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018 a donné aux Urssaf et MSA la collecte du dialogue social à compter du 1^{er} janvier 2022, au détriment des OPCO. Depuis, des dérogations étaient mises en place pour permettre la collecte du dialogue social par les collecteurs historiques. L'APGBA a souhaité confier la collecte du paritarisme à l'OPCO EP. Les 14 et 19 septembre 2023, deux accords portant sur la mise à jour des articles XV.4.2 sur le financement du paritarisme et XV.4.2.2 sur la collecte du paritarisme, ont été signés par la CPPNI.

Ces deux accords ont été envoyés à l'extension et soumis aux services de l'OPCO EP pour avis et application en 2024. Les services de l'OPCO EP ont souhaité voir les éléments suivants précisés dans les articles concernés :

1. Référence de l'accord qui fixe le taux de la contribution conventionnelle au titre du dialogue social ;
2. Année de collecte ;
3. Masse salariale visée ;
4. Date d'entrée en vigueur de l'avenant ;

5. Durée de l'avenant (durée limitée ou illimitée) ;

6. Procédure de dépôt en vue de l'extension.

Afin de sécuriser la collecte de la cotisation du dialogue social dans la branche professionnelle des entreprises d'architecture, le SYNATPAU a demandé l'interprétation des deux accords précités.

La CPPNI, réunie le 16 novembre 2023, confirme l'interprétation suivante pour avenant à ces accords :

Article 1^{er} | Financement du paritarisme

L'article XV.4.2 est modifié et remplacé comme suit :

« Le financement de ce fonds est assuré par une cotisation annuelle prélevée l'année N, à la charge des employeurs, assise sur la masse salariale N-1 brute de l'effectif salarié des entreprises de la branche professionnelle des entreprises d'architecture. Le taux de cette cotisation est fixé à 0,11 %. Ce fonds est destiné à financer les points indiqués au 2-3.

Par exemple : la cotisation 2024 est prélevée sur la base de la masse salariale 2023. »

Article 2 | Collecte du paritarisme

L'article XV.4.2.2 est modifié et remplacé comme suit :

« Les partenaires sociaux mandatent l'OPCO EP, 53, rue Ampère, 75017 Paris, comme opérateur de collecte, pour recouvrer auprès des entreprises de la branche professionnelle des entreprises d'architecture, la cotisation prévue à l'article XV.4.2, selon les modalités suivantes :

- la cotisation est appelée en même temps mais distinctement des cotisations de financement de la formation continue ;
- l'OPCO EP devra établir une comptabilité séparée des deux collectes ;
- cette cotisation est appelée sur l'ensemble du champ de la branche prévu à l'article I.2 de la CCN de la branche professionnelle des entreprises d'architecture. »

Article 3 | Modalités d'application aux entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux ont considéré que cet avenant n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1.

En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Il est rappelé que la branche professionnelle des entreprises d'architecture a mis en place des commissions territoriales paritaires ayant pour vocation d'assurer le suivi de l'application de la convention collective et des accords.

Article 4 | Date d'effet

Le présent accord prend effet, pour la totalité des entreprises de la branche professionnelle des entreprises d'architecture, au 1^{er} janvier 2024.

Article 5 | Durée et procédure d'extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 16 novembre 2023.

(Suivent les signatures.)